



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4958>

Chroniques de Gaza (8)

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Gaza -

Date de mise en ligne : lundi 30 mai 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Lundi 30 mai : Rencontre avec les partis politiques.

D'abord un autre témoignage sur la Nakba. Hamdi du PCHR nous a raconté l'histoire de son père. Sur beaucoup de points, c'est la même que celle de la dame âgée. Ils étaient dans un village au sud de Jaffa. L'aviation a joué un rôle déterminant pour provoquer leur fuite. Les avions du futur État d'Israël volaient en rase-motte et lançaient de la dynamite.

Arrivés à Ascalon (Ashkélon), la famille se divise. L'oncle part à Gaza. Les autres restent dans Ascalon devenu israélien. Ils vont y rester deux ans avec des conditions de vie proches de ce qu'on trouve aujourd'hui en Cisjordanie : ils sont enfermés dans un quartier du centre de la ville à l'image d'un ghetto et disposent d'un permis pour aller travailler dans les champs ou chez les Israéliens. Et puis en 1950, l'armée leur dit que leur lieu d'habitation est devenu zone militaire interdite et qu'ils doivent partir. On leur donne trois choix possibles : Gaza (contrôlé par l'Égypte), Hébron (contrôlé par la Jordanie) ou Ramla (ville en partie à population palestinienne d'Israël). Le père choisira Gaza parce que son frère y est mais une partie de la famille d'Hamdi est aujourd'hui en Cisjordanie et une autre en Israël.

Les partis politiques sont une réalité incontournable de la société palestinienne. Il n'est pas possible d'appréhender ce qu'est cette société, témoigner et engager des projets sans les rencontrer. Nous avons décidé si possible de tous les rencontrer en nous présentant sans aucune dissimulation.

Après FIDA hier, nous avons vu aujourd'hui des dirigeants de haut rang du PPP, du Jihad Islamique et du Hamas.

Nous avons été dans les trois cas reçus chaleureusement. Nous pensons faire dans les jours qui viennent d'autres rencontres. Le lecteur devinera les questions que nous avons posées. Il n'est pas question pour nous de prendre parti mais de faire savoir.

Nous sommes reçus par Waleed Alawadi, dirigeant du PPP (parti du peuple palestinien = parti communiste). Il est déjà venu en France, invité par des partis de gauche et a reçu un bon écho.

Ses attentes vis-à-vis du mouvement de solidarité sont les suivantes :

â€” s'adresser à la classe politique pour que la politique française soutienne le droit.

â€” développer le BDS que le PPP soutient. Le BDS a déjà obtenu des résultats notables.

â€” Il souligne l'importance des activités que le mouvement de solidarité développe en France et en Cisjordanie.

C'est important de savoir qu'on n'est pas seul contre l'occupation et les dérives fascistes.

Il nous donne des chiffres globaux sur les trois dernières guerres à Gaza (2008-9, 2012, 2014) : 6000 morts dont 30% de femmes et d'enfants, 20000 blessés dont 1200 paralysés, 120000 maisons totalement détruites dont 99000 en 2014. La moitié de ceux qui ont perdu leur maison sont encore dans des solutions de fortune car la reconstruction

est sous le contrôle d'Israël et donc avance très lentement. Il y a 63% de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et 48% de sans emploi. Cette situation entraîne une hausse de la criminalité et des suicides. Les gens finiront par exploser.

Comme si tout cela ne suffisait pas, il y a la division palestinienne. Les gens ont perdu espoir d'en venir à bout. Le PPP essaie d'être utile dans la résolution de ce problème au côté des ONG et de l'ensemble des partis de gauche. Nous nous efforçons de maintenir des liens avec le gouvernement du Hamas pour l'empêcher de punir la population avec plus ou moins de succès. On essaie que Gaza ne devienne pas la Syrie ou l'Irak où la pression a déchiré le tissu social.

Il a deux méthodes pour en finir avec la division : la révolution, mais cela débouchera sur une guerre civile ou le travail de persuasion.

La guerre de 2014 avait pour but d'empêcher la mise en place du gouvernement d'union nationale et elle a débouché sur une situation nouvelle : le Hamas a infléchi sa politique. Il a pensé qu'il devait tirer bénéfice de son rôle dans la résistance. Il a rehaussé ses demandes quant au partage du pouvoir dans le gouvernement d'union. Le processus ne s'en est pas relevé.

Interrogé sur l'évolution des positions communistes en Palestine, il donne les précisions suivantes. De 1922 à 1943, il y a un seul parti communiste palestinien où cohabitent Juifs et Arabes. En 1943, le parti se divise en deux ailes, l'une juive et l'autre arabe. Les deux ailes approuvent le plan de partage de l'ONU de 1947 comme la "meilleure des mauvaises solutions". Après 1948 ceux qui se retrouvent en Israël, juifs ou arabes, construisent ensemble le parti communiste israélien qui existe toujours.

Sur Oslo, après toutes ces années, il nous reste deux voies pour avancer vers la justice. Soit on exige la justice et les droits pour les Palestiniens. Soit on utilise les résolutions internationales. Ce n'est pas la justice mais c'est ce qui est possible.

Nous en appelons au monde entier. Nous voulons utiliser la communauté internationale. Deux États, c'est toujours possible, même après l'agression israélienne.

Mais si la politique israélienne continue et si la communauté internationale n'établit pas un État palestinien, alors on ira vers un seul État mais avec l'apartheid. De fait, Israël a coupé toutes les solutions et a offert au Hamas la possibilité de prendre le pouvoir à Gaza. Israël a réussi la séparation de la Palestine comme avant 1967. Avec la séparation, ils ont détruit la possibilité de deux États.

Depuis 22 ans, la communauté internationale promet un avenir avec des négociations. Mais elle ne fait rien, ça ressemble de plus en plus à un piège.

Peut-on avancer une solution avec un seul État démocratique ? C'est la communauté internationale qui a ouvert la voie de la solution à deux États. Si on l'abandonne, on va vers l'inconnu.

Le PPP compte sur une interaction entre la résistance populaire et le mouvement de solidarité international.

Pour le PPP, l'initiative française correspond à un abandon du droit des Palestiniens.

Nous sommes reçus au siège du Jihad Islamique par son dirigeant Ahmed al Mudallal.

Nous nous présentons et en apprenant qu'il a des interlocuteurs juifs, la réponse est immédiate : "c'est bien".

"Nous sommes un parti de libération de la Palestine, selon les règles de l'Islam contre l'injustice, l'occupation, contre le transfert qu'ils ont infligé à notre peuple, contre les colonies, contre la destruction de la mosquée al Aqsa, parce qu'on pense à notre terre palestinienne. C'est notre droit.

On sait que la route sera difficile, qu'elle nous conduira à être martyr, arrêté ou à gagner. Nous avons eu beaucoup de martyrs. J'ai un fils en prison depuis 14 ans. Ils ont détruit ma maison en 2009. J'ai passé trois ans en prison (1990-3).

Nous collaborons avec tous les partis palestiniens, même s'ils ont une idéologie différente, du moment qu'ils veulent libérer la Palestine et combattent l'occupation. L'occupation israélienne est l'ennemi de tous les Palestiniens.

De la mer au Jourdain, c'est la terre palestinienne et cette terre ne se laissera pas séparer en deux États.

Nous étions contre Oslo dès le départ. Et contre la conférence de Madrid qui a donné à Israël 78% de notre terre. Ces négociations sont comme un jeu dans lequel c'est l'occupation qui gagne. Sur les 22% qu'ils nous laissent, Israël installe des colonies, des routes de contournement et elle creuse des tunnels sous al Aqsa. On se rend compte que notre refus initial était juste.

Question : quand la Palestine sera libre, quels seront les droits des Juifs ? La première réponse est sans nuance : "chacun repartira dans son pays d'origine. Ce qui signifie que les Juifs qui étaient en Palestine avant 1948 resteront. Et les réfugiés rentreront en Palestine, même s'ils sont nés dans les camps". Nous signalons que la majorité des Juifs israéliens sont nés en Israël.

La réponse s'adoucit : "ça c'est la position de départ et après il y aura des négociations. Probablement ceux qui sont nés ici pourront y rester mais avec notre drapeau. Chaque problème trouvera sa solution. Nous n'avons rien contre les Juifs, nous sommes contre l'occupation."

"Notre drapeau, c'est notre terre".

Le Jihad islamique n'a de haine contre personne. Nous respectons Chavez, ceux qui manifestent en Europe, ceux qui nous soutiennent, le BDS qui obtient des succès et nous apprécions qu'il y ait des Juifs dans le mouvement luttant contre l'occupation.

"Dans toute l'histoire du monde islamique, il y avait l'égalité. Tout le monde a ses droits. On croit aux droits du citoyen."

"Quand je vois les gens qui se battent à nos côtés, ça me rend optimiste".

Nous amenons le débat sur la question résistance armée/résistance non violente.

"Dans la première Intifada, les Palestiniens avaient des pierres et l'occupant leur a tiré dessus. Ils le font toujours

Chroniques de Gaza (8)

contre les manifestations pacifiques en Cisjordanie. Il y a des morts et des blessés. Face au sionisme et aux crimes israéliens, notre peuple se défend par tous les moyens possibles et c'est son droit. L'occupant ne comprend pas le langage des négociations ou des manifestations pacifiques, il ne comprend que celui des armes et du sang. Sans résistance armée, nous ne pouvons pas défendre notre peuple. Pouvez-vous imaginer que nos enfants soient tués dans la rue ou sur des check-points et que nous restions sans réaction ? C'est notre réponse aux criminels.

À la fois la loi internationale et le message de notre Dieu reconnaissent le droit à se défendre. C'est notre droit de défendre notre terre par tous les moyens."

En partant, nous photographions un poster de tous les prisonniers du Jihad Islamique. Certains sont en prison depuis 30 ans.

À suivre (avec le Hamas)

NDLR :

[Lire la chronique précédente](#)

[Lire la chronique suivante](#)